VOUS POUVEZ OBTENIR COPIES DES ARTICLES QUI VOUS INTÉRESSENT DANS LES SOMMAIRES EN VOUS ADRESSANT À VOTRE GROUPE LOCAL

% Attac %

Année 2, Numéro 25
Novembre 2002

Les Courriels 376 à 383 de novembre 2002

+ N° Spéciaux F.S.E.

Dans ce numéro :

Poulaines le 20 Novembre 2002

Salut bien,
Comme tu le sais ou comme tu ne le sais pas, je suis porte parole de la Confédération Paysanne de l'Indre.
Comme tu le sais ou comme tu ne le sais pas José BOVE et René RIESEL tous les deux militants de la confédération paysanne sont condamnés à chacun 14 mois de prison pour avoir participé à la destruction d'essai OGM pour lancer le débat public autour de cette question : Peut-on OGMisé le monde sans rien demander à personne et surtout pas aux principaux concernés que sont les consommateurs d'un coté et les paysans de l'autre ?
Au fait, pourquoi les consommateurs sont-ils concernés ? Bien sûr pour des questions de santé dans la mesure où l'on ne sait rien ou pas grand-chose des risques liés à la consommation d'OGM.
Au fait, pourquoi les paysans sont -ils concernés? Bien sûr tout d'abord comme consommateurs eux aussi mais aussi parce qu'avec des plantes O.G.M., les paysans ne pourront pas continuer de faire leurs propres semences à partir de leur récolte comme cela se pratique depuis des siècles. Ils seront donc livrés pieds et poings liés aux multinationales marchandes de semences et détentrices des variétés de plantes. Elles auront alors réussi à marchandiser le vivant c'est-à-dire se l'approprier pour mieux le vendre.

« José bové et René Riesel … 14 mois de prison… A qui profite le crime? C'est une question de résistance. »

A qui profite le Crime ?
Bon mais c'est surtout comme citoyen que je vous passe ce courriel avec en fichier joint la lettre à faire parvenir à M. Chirac pour lui demander de gracier José et René. Je te demande alors de bien vouloir envoyer cette lettre mais aussi de la diffuser autour de toi au moins à 5 personnes qui eux-mêmes le feront parvenir à Jacques CHIRAC et le diffuseront autour d'eux.
D'avance merci beaucoup pour la démocratie et les droits syndicaux en France.
C'est une question de RESISTANCE !
Didier AUGER
N.B. : tu peux te procurer le guide des produits avec ou sans OGM auprès de Greenpeace 22 rue des Rasselins 75020 PARIS
Tel :01.44.64.02.02 Fax : 01.44.64.02.00 www.greenpeace.fr
Vous pouvez trouver de plus amples informations sur le site de la confédération paysanne. http://www.confederationpaysanne.fr

Nous sommes tous subversifs

Par Fiorino Lantorno (Conseil National ATTAC Italie)
Traduction. Corinne Milani. coorditrad@attac.org traducteurs bénévoles

Préambule : une quarantaine de militants du réseau "Sud-Rebelle" ont été interpellés (une vingtaine ont finalement été mis en détention) la semaine dernière dans le sud de l'Italie avec, entre autre, comme chefs d'accusa-

COURRIEL D'INFORMATION
n°**376** du **01/11/2002**

1. Tous et toutes à Florence : notre Europe commence ici ! (Par Claudio Jampaglia)
Allons donc à Florence pour dire que l'Europe est anti-libérale, qu'elle est contre la guerre et le racisme, parce que nous sommes en train de construire les idées et la participation de l'Europe qui existera, malgré eux. Parce que nous sommes en train de construire la politique de la participation et de la différence.
2. C'est quoi le FSE? (Par Granello di Sabbia)
Le FSE n'est pas une conférence, même si le programme prévoit beaucoup de débats. Ce sera la première rencontre continentale des mouvements sociaux : une grande occasion de dialogue, de discussion, de mobilisation et de lutte sociale, de construction de réseaux européens, de promotions de campagnes et d'initiatives. L'objectif du Forum, qui n'approuvera formellement aucun document final, est de renforcer l'alliance européenne pour les droits, contre le néolibéralisme et la guerre. Actuellement, on prévoit la participation d'environ vingt mille personnes.
3. Les droits en mouvement ! (Par Conseil national d'ATTAC Italia)
Vers le Forum Social Européen de Florence, contre la guerre et non seulement : une initiative européenne contre les privatisations et pour les biens fondamentaux, pour l'extension des droits au travail et à la citoyenneté, et pour relancer l'alternative anti-libérale des mouvements.
4. Globalisation et différence culturelle (Par Julian Nida-Rümelin)
Cet essai résume une contribution présentée par l'auteur – Ministre d'Etat près le chancelier fédéral et chargé gouvernemental des affaires culturelles et des média – à l'ouverture du colloque international « culture and identities in global societies » organisé en septembre 2001 à Cadenabbia par la « Bundeszentrale für politische Bildung ». La description plus détaillée de cette conception se trouve dans « Julian Nida-Rümelin, Zur Philosophie einer globalen Zivilgemeinschaft », Chapitre 12 de « Demokratie als Kooperation », Francfort sur le Main, 1999.
5. Lorsqu'il s'agit de propriété intellectuelle, les USA oublient leur propre passé (Par Steve Lohr)
Le rapport recommande que le traité de l'OMC sur les droits de propriété intellectuelle soit rendu plus souple de façon à ce que des pays en développement, depuis le Brésil jusqu'au Bangladesh, puissent adopter des règles qui soient plus adaptées à leur propre rythme. Les Américains peuvent regarder en arrière vers leur propre expérience au 19 ème siècle, à propos de la publication des livres par exemple, pour comprendre le point de vue du monde en voie de développement. A cette époque, la loi américaine offrait la protection des droits d'auteur, mais seulement à ses propres citoyens et à ses résidents. Les travaux des auteurs anglais étaient copiés en abandonnant toute forme de principe et vendus à bas prix à un public américain avide de livres.

tion conspiration politique, subversion de l'ordre économique et propagande subversive. Ils sont à ce jour encore en prison à Cosenza (sud de l'Italie)

"mentre il cuore d'Italia / da Palermo ad Aosta / si gonfiava in un coro di vibrante protesta" (Fabrizio de André*)

Il est évident aux yeux de tous, qu'il s'agit là d'une attaque très grave contre le mouvement dans sa totalité.
Il ne s'agit pas de la criminalisation d'une partie du mouvement, mais plutôt d'une tentative d'exiler l'ensemble du mouvement en construisant un théorème, qui nous transforme pour ainsi dire tous en de potentielles cibles d'actions judiciaires.
La combinaison du nouvel article 270 bis du Code Pénal rédigé après les évènements du 11 septembre et répondant à cette limitation des espaces d'action démocratique, que nous dénonçons depuis toujours, des normes d'une constitutionnalité douteuse - vestiges honteux de l'idéologie d'un code pénal fasciste, qui voulait réprimer toute forme possible de dissidence - et plus probablement de la tendance marquée de certains juges de se mettre en avant, sans pour autant être la panacée des droits civils, crée un étau meurtrier, qui veut écraser et éliminer les idées d'un grand mouvement de masse. Un mouvement, qui a su démontrer et ne cesse de démontrer chaque jour dans tous les pays sa vitalité.
"Conspiration politique, subversion de l'ordre économique, propagande subversive" : ce sont les faits délictueux qu'ils nous imputent.
Oui, qu'ils nous imputent à nous tous, car l'histoire de Anna, Francesco, Savatore, et de Giancarlo notre militant d'ATTAC Taranto et de tous/toutes les autres militant(e)s nous concerne tous ; il ne faut pas en faire une affaire personnelle.

Nous, qui réclamons un autre monde meilleur et qui travaillons afin que ce monde soit possible, représentons à leurs yeux des conspirateurs. Nous, qui avons récolté 200.000 signatures pour introduire une taxe en vue de bloquer les spéculations financières, d'éliminer les paradis fiscaux et de freiner l'ordre économique néolibéral, qui cause chaque jour la mort de 35.000 personnes. En effet, nous voulons subvertir cet ordre économique.

> *"Conspiration politique, subversion de l'ordre économique, propagande subversive"*

Nous, qui nous nous réunissons chaque jour en assemblée ou sur les places pour manifester.
Nous qui produisons des instruments de communication alternatifs aux instruments de ce système libéral.
Nous sommes donc tous les auteurs d'une propagande subversive.
Et à nos côtés, un autre million de personnes et peut être plus. Nous sommes tous subversifs.
Et nous devons le crier, nous devons l'écrire sur les murs de notre ville.
Nous sommes subversifs, nous sommes des conspirateurs.
Nous sommes partout : dans les bureaux, dans les bars, dans les écoles, dans les entreprises, dans les universités, dans les rues, dans les hôpitaux.

COURRIEL D'INFORMATION
n°377 du **05/11/2002**

1. Irak : non à une guerre illégitime (Par Justice et Paix-France)
Et d'ailleurs, comment croire qu'on puisse démocratiser un pays par la force ? La reconstruction d'une société civile, la réconciliation des groupes divers qui constituent l'Irak passent-elles par une défaite militaire face à une puissance étrangère ?
2. Où la guerre contre le terrorisme conduit elle le monde ? (Par Arzu Abdulayeva)
Il existe de très nombreux moyens pacifiques, non sanglants, pour influencer un dictateur, dont d'ailleurs la levée d'un blocus inefficace ou le soutien au secteur privé non lié au clan des Tikriti de Saddam. On peut beaucoup apprendre à ce sujet en écoutant les avis de l'opposition irakienne si l'on comprend que l'Occident doit soutenir la démocratie irakienne par tous les moyens et non seulement par ceux de la guerre, de l'artillerie et des raids aériens.
3. Lubrifier la machine de guerre (Par Charles-André Udry)
Au moins 32 importants responsables de l'administration Bush sont soit d'anciens membres de conseils d'administration, soit des consultants, soit des actionnaires importants de sociétés fournissant de l'armement ; et 17 de ces responsables nommés par le cercle présidentiel ont des liens avec des fournisseurs décisifs du système de défense par missiles : Lockheed Martin, Raytheon, Boeing et Northrop Grumman.

COURRIEL D'INFORMATION
n°378 du **12/11/2002**

1. **www.attac.info/fse**
Grâce à une cinquantaine de militant(e)s d'ATTAC venu(e)s de 5 pays différents nous avons pu produire une trentaine d'articles en trois langues, des reportages photos et vidéos, des interviews audio.

2. Les syndicats US contre la guerre (Par Chris Kutalik)
"Dites-moi un peu, c'était quand la dernière fois que les compagnies pétrolières vous ont fait un cadeau ? Est-ce que ce ne sont pas ces mêmes compagnies qui ont multiplié par deux les prix de l'essence à la pompe après le 11 septembre ? Est-ce que vos frères, vos sours, vos enfants, vos compagnons de travail, devraient aller se faire tuer pour augmenter leurs bénéfices ?" (Sweeney - Président AFL-CIO)

3. Les changements de régime commencent chez soi : votez (Par Kelix Kolb)
Samedi 26 octobre, les États-Unis ont été témoins de la plus grande manifestation pour la paix depuis la guerre du Viêt-nam : plus de 100 000 personnes se sont rassemblées à Washington, 45 000 à San Francisco et des dizaines de milliers dans d'autres villes américaines.

Partout. Et en dernier lieu, nous étions à Florence. Un enfant s'était même penché à une fenêtre d'un immeuble florentin pour nous offrir du thé et de l'eau.
Nous devons réagir, comme l'a toujours fait ce mouvement, de façon décidée et pacifique. Nous devons répondre à ceux qui veulent nous isoler, réduire et limiter notre liberté en proposant de nouveaux espaces de démocratie participative.
En tant que membres de ATTAC, nous participons à toutes les manifestations et nous vous invitons à participer aux rassemblements, aux initiatives et aux manifestations, ainsi qu'à descendre dans les rues de nos villes.
Si croire, qu'un autre monde est possible et si croire en l'espoir et en la force politique est subversif, alors très bien, nous sommes tous des personnes subversives.
Contact pour cet article. italia@attac.org
* Chanteur – compositeur italien (ayant traduit et chanté les chansons de G. Brassens) : "….pendant que le cœur de l'Italie / de Palerme à Aoste / se remplissait en un chœur de vives protestations…"

FSE de Florence : un premier bilan

Par Pierre Khalfa

Le Forum social européen (FSE) qui s'est tenu à Florence du 6 au 10 novembre a été un succès incontestable. Quelques 32 000 participants payants, le double qu'à Porto Alegre 1 et plus qu'à Porto Alegre 2 (30 000). Près de 60 000 participants le vendredi. La manifestation a regroupé, selon la police, près de 500 000 personnes soit le double de celle organisée lors du Conseil européen de Barcelone. La présence de délégation des autres pays européens ne fut pas seulement symbolique : plus 3000 français, 1500 espagnols, grecs, britanniques et allemands, 500 belges, 300 hongrois, 150 polonais et suédois, 70 russes.

Attac a été présent à Florence comme réseau européen. La réunion de délégués européens d'Attac tenu le 6 novembre a montré que des cohérences se construisaient et a tracé des pistes de travail, notamment sur la question de l'avenir de l'Europe. Le cortège des Attac dans la manifestation a regroupé plusieurs milliers de personnes. Un point négatif cependant, si les thèmes des sans-droits et de l'immigration étaient présents dans les conférences et dans les séminaires, les immigrés et les " sans " étaient encore trop peu nombreux.

> *« Ce succès est d'abord un échec pour le gouvernement Berlusconi … Aucun incident n'a eu lieu »*

Ce succès est d'abord un échec pour le gouvernement Berlusconi qui avait organisé une intense campagne politique, annonçant le déferlement de hordes de barbares venant mettre la ville à sac. Cette tentative de criminaliser le FSE a été réduite à néant par le caractère pacifique du forum et de la gigantesque manifestation. Aucun incident n'a eu lieu au grand étonnement des médias qui durant les semaines précédentes n'avaient

4. La sécurité collective, un concept qui fonctionne (Par Jeremy Brecher)
En tant que citoyen américain, je voudrais remercier toutes les personnes et les pays qui oeuvrent à empêcher mon pays d'entrer en guerre. Et je veux vous assurer que vos efforts ont un impact important aux États-Unis.

COURRIEL D'INFORMATION
n°**379** du **15/11/2002**

1. Entreprises et marchés dans le brouillard (Par Dominique Plihon)
Le rapport interprète les convulsions actuelles sur les marchés boursiers comme la fin d'une phase d'emballement qui a correspondu à la mise en place d'un nouveau régime de croissance, dominé par la finance de marché. L'abandon de la convention boursière fondée sur une rentabilité de 15 % ne constitue pas une atteinte au régime de croissance en tant que tel. Il implique l'émergence de nouvelles conventions qui assurent la mise en cohérence des sphères financière et productive. Plus profondément, ce remaniement appelle de nouvelles modalités de régulation des marchés et de surveillance des entreprises pour atténuer l'instabilité de l'activité et préserver l'emploi.

2. Privatisation, multinationales et démocratie (Par Asbjørn Wahl)
Ces deux dernières décennies la privatisation et l'assujettissement des services publics à la concurrence ont partout gagné du terrain.
Conduit par de vifs intérêts économiques et une offensive néo-libérale, il y a eu un transfert important des capitaux publics vers le secteur privé. A l'expansion géographique s'est ajoutée l'empiétement sur le secteur public qui est devenu, pour de nombreuses compagnies transnationales, le moyen le plus important de conquérir des marchés.

3. En quoi consiste la Zone de Libre Echange des Amériques? (Par Accion Cultural Cristiana - Caritas Panama)
La Zone de Libre Echange des Amériques implique d'imposer le libre flux des capitaux entre l'économie la plus puissante de la planète, celle des Etats-Unis, et les économies sous-développées, dispersées et endettées d'Amérique Latine et des Caraïbes, en faisant croire qu'il s'agit d'un pacte entre pays égaux et sans tenir compte du fait que le PBI ajouté de tous nos pays est dix fois inférieur à celui du pays du Nord.

4. Les migrants s'organisent (Les journaliers de Seattle) (Par Susanne Lang)
On a décidé d'un commun accord, à la "Casa Latina", que la répartition des quelques emplois offerts, afin d'être équitable, se ferait par tirage au sort. "Bon, ne désespérons pas, demain il y a un autre tirage", déclare l'un d'entre eux, à qui la chance n'a pas souri aujourd'hui.

cessé de prédire le pire.

Ce succès renvoie en premier lieu à la situation italienne. L'Italie connaît depuis quelques mois de très fortes mobilisations. D'abord sur le plan social, avec deux grèves générales et d'énormes manifestations : celle d'avril à l'initiative de la CGIL, la plus importante confédération syndicale italienne, et soutenue par le mouvement de lutte contre la mondialisation libérale (les “ no global “) avait regroupé plus de 700 000 personnes à Rome. Ensuite contre la guerre avec, là aussi, des initiatives massives. Enfin, sur le plan démocratique avec les mobilisations pour empêcher la mise au pas de la justice. Le mouvement de lutte contre la mondialisation libérale a réussi à s'intégrer à cette réalité, à se lier aux forces sociales motrices qui agissaient sur ces terrains. L'engagement de la FIOM, la fédération de la métallurgie de la CGIL, dans la préparation du FSE, la présence d'un cortège des ouvriers de la Fiat en tête de la manifestation, la présence de la CGIL en tant que telle, la participation massive des jeunes n'appartenant visiblement à aucune organisation, attestent que les “ no global “ sont en résonance avec les préoccupations de la société italienne.

> *« Le combat contre la mondialisation libérale ne peut se développer que s'il est capable de s'enraciner au niveau national dans des combats politiques et sociaux qui lui donne tout son sens. »*

C'est la première grande leçon de ce premier FSE. Le combat contre la mondialisation libérale ne peut se développer que s'il est capable de s'enraciner au niveau national dans des combats politiques et sociaux qui lui donne tout son sens.

Ce succès a été aussi le résultat d'un lourd processus de préparation qui a duré plusieurs mois. Il a permis un double élargissement. Un élargissement géographique d'abord, avec l'intégration des réseaux d'Europe de l'Est et du Sud et leur participation au FSE. Cet élargissement géographique a été possible en déplaçant les réunions de préparation européenne dans des capitales européennes qui permettaient leur association (Vienne, Thessalonique, Barcelone). Un élargissement politique ensuite. Le choix d'un processus ouvert, inclusif a permis d'intégrer des forces qui n'étaient pas présentes au début, comme par exemple la Confédération européenne des syndicats (CES), mais aussi de tisser réunion après réunion des liens de confiance entre des organisations qui n'avaient pas l'habitude de travailler ensemble, même si les mauvaises habitudes peuvent avoir la vie dure (ainsi, l'appel à la manifestation dans le programme portait uniquement sur la guerre alors que la coordination européenne avait décidé d'y adjoindre un mot-d'ordre portant sur une « autre Europe »). Cette méthode ne fait pas disparaître, comme par enchantement les divergences politiques, mais donne au moins un cadre pour les traiter et a permis de construire à chaque moment les compromis nécessaires. C'est cette méthode qui a permis que le champ politique couvert par les forces participantes à ce FSE soit extrêmement large.

C'est la seconde grande leçon de ce FSE. Le mouvement que nous construisons est hétérogène. Cette hétérogénéité n'est pas une faiblesse, mais

COURRIEL D'INFORMATION
n°**380** du **19/11/2002**

1. Forum social européen ou structuration d'un espace public à l'échelle européenne (Par François Polet et Arnaud Zacharie)
Ce succès doit être davantage vu comme un événement « politique » qui représente une convergence historique entre anciens et nouveaux mouvements sociaux à l'échelle européenne. Cette échelle constitue indubitablement un espace de revendications crucial à un moment clé de la construction européenne.

2. FSE de Florence : un premier bilan (Par Pierre Khalfa)
Après les grandes manifestations de Gênes et de Barcelone, le succès politique du FSE indique que le mouvement de lutte contre la mondialisation libérale est inscrit durablement dans la réalité politique européenne. Il marque le fait que ce mouvement est capable de lier mobilisations de masse et débats, actions et constructions d'alternatives.

3. Brèves d'OMC (Par omc.marseille)
Les PED expriment leur mécontentement sur le manque de progrès en matière de Traitement Spécial et Différencié. - Le SADC confirme l'envoi de responsables aux USA pour l'éclairer sur les OGM - Glaxo se plaint du détournement d'antirétroviraux destinés à l'Afrique - L'accord d'association UE-Chili prêt d'être signé - La société civile s'interroge sur le refus de l'UE d'accepter la négociation en 2 phases avec les pays ACP - Les désaccords persistent sur les relations entre les règles de l'OMC et les Accords Multilatéraux sur l'Environnement - Pas d'accord de l'UE sur les règles régissant les OGM - Les PMA demandent une modification des règles de l'ORD - Séminaire des représentants permanents à l'OMC - Des pays ACP au secours de l'UE

4. Les traités de libre échange : Les fils d'une énorme toile d'araignée continentale. (Par Carlos Powell)
Il faut d'abord commencer par se rappeler quelque chose de simple : le calcul du revenu moyen d'un pays résulte de la somme totale du PIB divisé par le nombre d'habitants. Evidemment, ce calcul n'a d'exact que l'opération mathématique, et est à des années lumières de représenter la réalité individuelle de la grande majorité des habitants.

COURRIEL D'INFORMATION
n°**381** du **22/11/2002**

1. Une question de résistance (Par Didier Auger)
Comme tu le sais ou comme tu ne le sais pas José BOVE et René RIESEL tous les deux militants de la confédération paysanne sont condamnés à chacun 14 mois de prison pour avoir participé à la destruction d'essai OGM pour lancer le débat public autour de cette question.

2. Que c'est beau de privatiser (Par Cin-

une force. L'efficacité des processus organisationnels doit se mesurer à la capacité à faire travailler ensemble des mouvements très divers, même si l'effort fait paraît considérable.

Le FSE de Florence représente aussi une avancée dans l'implication du mouvement syndical, non seulement avec la présence de la CES en tant que telle, mais aussi par la présence de nombreuses fédérations syndicales. Certes, les méfiances et les divergences n'ont pas disparu et le débat mouvement social/syndicats en a été l'illustration, mais là aussi on peut penser qu'un pas en avant a été accompli, les grandes forces syndicales ne pouvant plus ignorer la force du mouvement. Reste à traduire cette avancée dans la pratique dans des mobilisations communes lors des grandes échéances européennes.

La gauche italienne s'est divisée par rapport au FSE. Si une partie de la DS (les démocrates de gauche) ont, avec leur ancien leader D'Aléma, condamné le FSE parce qu'il s'opposait à la mondialisation libérale, le maire de Florence et le président de la région de Toscane l'ont soutenu ainsi que l'ancien secrétaire générale de la CGIL, Cofferati, qui aspire à jouer un rôle important dans ce parti. De plus, le FSE a été soutenu par les Verts et Refondazione qui regroupe les communistes et une partie de l'extrême gauche. Les organisateurs du FSE ont fait le choix d'assumer publiquement la confrontation entre mouvements sociaux et partis politiques dans un moment central du forum en fin d'après-midi (Bernard Cassen y représentait Attac-France). Si ce débat s'est déroulé devant énormément de monde (preuve que le thème est central), son déroulement relevait plus du meeting que d'une réelle discussion. Malgré quelques dérapages, la place des partis politiques a été globalement contenue. Cela n'a pas évidemment empêché les opérations publicitaires, celle de François Hollande, le premier secrétaire du parti socialiste français, faisant un aller-retour dans la journée, n'étant que la plus caricaturale.

« Les organisateurs du FSE ont fait le choix d'assumer publiquement la confrontation entre mouvements sociaux et partis politiques dans un moment central du forum … »

Un certain nombre de grands rendez-vous ont été discutés durant le Forum : - une journée européenne de manifestation contre la guerre dans toutes les capitales d'Europe le 15 février ; - l'organisation d'initiatives (manifestation, contre-sommets) lors de la tenue du G8 à Evian début juin ; - un rendez-vous européen sur l'AGCS fin mars avec comme perspective la tenue du sommet de l'OMC à Cancun en septembre ; - les Conseils européens de Copenhague et Thessalonique ont été pointés comme des moments importants de mobilisations ; - enfin, le processus constituant lancé avec la Convention devant s'achever à Rome fin 2003, cette échéance est apparu comme particulièrement importante pour affirmer l'exigence d'une " autre Europe ". De multiples réseaux ont utilisé les séminaires pour construire leur propre campagne au niveau européen (novox, femmes, services publics), souvent avec des échéances précises

zia Arruzza)
Il s'agit d'être en mesure d'une part de répondre à l'offensive idéologique du néo-libéralisme et, d'autre part, de repérer concrètement les situations dans lesquelles il est possible de donner vie à des luttes concrètes, d'obtenir des résultats ou d'expérimenter des formes diverses de gestion des services publics.

3. Microéconomie de la dollarisation équatorienne (Par Pablo Dávalos)
Lors de la formation de la pensée économique classique, s'est posée la question de la détermination du taux de bénéfice d'une société donnée en tant qu'élément déterminant dans la création et la distribution de la richesse. Parmi les théories existantes, la proposition de l'économiste anglais du XIXè siècle, David Ricardo, montrait qu'il était fréquent que les taux de bénéfices à niveau général soient plus élevés dans les pays pauvres que dans les pays les plus riches.

COURRIEL D'INFORMATION
n°**382** du **26/11/2002**

1. L'OMC en grève
Les employés de l'OMC ont débuté un mouvement de grève le 20 novembre dernier. Revendications sur les salaires et sur la flexibilité des horaires sont au menu de ce conflit social dans le « temple du libéralisme », l'Organisation mondiale du commerce.

2. Nous sommes tous subversifs (Par Fiorino Lantorno)
Une quarantaine de militants du réseau "Sud-Rebelle" ont été interpellés (une vingtaine ont finalement été mis en détention) la semaine dernière dans le sud de l'Italie avec, entre autre, comme chefs d'accusation conspiration politique, subversion de l'ordre économique et propagande subversive. Ils sont à ce jour encore en prison à Cosenza (sud de l'Italie)

3. Complaisances interlopes et paradis artificiels (Par François Lille)
Revenons à nos navires. En toute entreprise complexe, il faut un maître d'œuvre, organisateur et responsable. En transport maritime, c'est l'armateur, dont l'affréteur est le client. C'est autour de sa fonction que s'articule le droit maritime international. Il en répond traditionnellement devant l'État sous le couvert duquel il exerce principalement cette activité, et dont ses navires arborent le pavillon. Par la magie de la complaisance, cet État n'est plus qu'un leurre, dans l'exemple banal de l'Erika comme dans la majorité de la flotte mondiale. Et l'armateur lui-même a disparu !

4. Argentine : les ouvriers prennent les rênes des entreprises ruinées (Par ECHLA)
A l'Impa, tous les ouvriers perçoivent le même salaire, quel que soit leur poste. « Ici on ne parle pas de rémunération ou de salaire, mais de retrait à valoir sur les résultats. Notre situation s'améliore en fonction du chiffre d'affaires. Si le chiffre d'af-

de débat et de mobilisation.
Après les grandes manifestations de Gênes et de Barcelone, le succès politique du FSE indique que le mouvement de lutte contre la mondialisation libérale est inscrit durablement dans la réalité politique européenne. Il marque le fait que ce mouvement est capable de lier mobilisations de masse et débats, actions et constructions d'alternatives. Dans ce cadre l'assemblée générale des mouvements sociaux du dimanche matin a permis d'acter à la fois des décisions d'actions communes et des campagnes thématiques issues des séminaires sur la base d'un début de propositions concrètes au niveau européen. Certes ces propositions n'ont pas toutes le même niveau d'élaboration, mais une dynamique a été lancée qui devrait se poursuivre après Florence. Bref, un saut qualitatif dans la constitution d'un véritable mouvement social européen a été effectué qui demandera à être amplifié lors du prochain forum social européen qui devrait se tenir à Paris/Saint-Denis.

Le désendettement pour le développement

Par Plate-forme Dette et développement

Le Mozambique a mis en place un programme gratuit de vaccination pour les enfants ; l'Ouganda, le Malawi et la Tanzanie ont "aboli" les frais de scolarité pour l'enseignement primaire ; l'Ouganda a triplé ses dépenses de santé. Ce sont quelques-uns des premiers résultats de la campagne « Pour l'an 2000, annulons la dette ».
Malgré une diminution de seulement 1/3 des remboursements de dette, des sommes sont maintenant disponibles pour la lutte contre la pauvreté. Ce sont ainsi des enfants qui peuvent aller à l'école et plus de personnes qui ont accès aux soins notamment.
Cela rend d'autant plus impardonnable la faiblesse des annulations de dette fournis par les pays riches au travers de la Banque mondiale. Comme le montre le rapport 2001-2002 de la plate-forme, le programme de désendettement actuel n'est pas à la hauteur des enjeux : sur les 20 pays qui en bénéficient, 4 se voient exiger des remboursements plus importants après l'initiative que ce qu'ils payaient avant !

« Comment un pays peut-il se retrouver à payer plus après un allégement de dette qu'avant ?»

Mais notre attention va aussi aux conditions qui permettent que ces fonds bénéficient réellement aux populations. Car si les gouvernements des pays riches sont chiches, les gouvernements des pays les plus pauvres ne font pas tous preuve d'un réel engagement dans la lutte contre la pauvreté. C'est pourquoi la plate-forme agit en faveur de la transparence et de la participation de la société civile dans les mécanismes d'allégements de dette.

En 2003 va se tenir en France un événement de grande ampleur avec le Sommet du G8 (les 7 pays les plus industrialisés et la Russie) à Evian, début juin. La plate-forme fera en sorte que la question de la dette soit au centre des discussions.

Le rapport 2001-2002 de la Plate-forme appelle au renforcement urgent du programme d'allégement de dette
La plate-forme "Dette et développement" a maintenant un an d'existence. A cette occasion, elle a publié un rapport 2001-2002 sur la dette des pays du Sud

faires augmente, la somme que chacun perçoit augmente » explique Campos. Au cours de ces derniers mois, chaque employé gagnait entre 750 et 800 pesos par mois, même si l'entreprise paie encore des dettes laissées par l'administration précédente.

5. Le désendettement pour le développement (Par Plate-forme Dette et développement)
En 2003 va se tenir en France un événement de grande ampleur avec le Sommet du G8 (les 7 pays les plus industrialisés et la Russie) à Evian, début juin. La plate-forme fera en sorte que la question de la dette soit au centre des discussions.

COURRIEL D'INFORMATION
n°**383** du **29/11/2002**

1. Gangsters de l'effet de serre contre Justice climatique (Par Kenny Bruno, Joshua Karliner et China Brotsky)
La sagesse populaire dit que le consommateur moderne est fautif.
L'usage excessif de la voiture, les maisons bourrées d'appareils ménagers, le chauffage central, la climatisation et le fait d'oublier d'éteindre les lumières quand on quitte sa maison sont ce qui nous frappe le plus. Mais à elles seules, 122 entreprises produisent 80% de toutes les émissions de dioxyde de carbone, et seulement 5 compagnies pétrolières privées mondiales - Exxon Mobil, BP Amoco, Shell, Chevron et Texaco - produisent du pétrole qui contribue pour quelque 10% aux émissions de carbone mondiales.

2. Après le FSE, arrestations italiennes (Par John Brown)
La nuit du 15 novembre 2002, une vingtaine de personnes dont l'activité politique se situe dans le cadre du Réseau Sud Rebelle (Rete Sud Ribelle) sont arrêtées à Naples et à Cosenza par ordre du parquet de Cosenza. La plupart d'entre elles ont été transférées dans les prisons de haute sécurité pour terroristes et mafieux de Trani et Latina.
Ces arrestations se produisent dans le cadre d'une vaste enquête policière et judiciaire sur les différents réseaux du mouvement, qui a pour but explicite, après la grande mobilisation de Gênes contre le G8, de criminaliser d'abord le secteur «Désobéissant » pour intimider et démobiliser tout le reste.

3. Avant le déluge (Par Dave Renton)
Un participant au Forum Social Européen donne ses impressions sur l'élan d'espoir. et ses prémonitions sur les lugubres plans de guerre qui se préparent quelque part.

4. Brèves d'OMC (Par omc.marseille)
Des pays s'opposent aux arguments de la Corée en faveur des subventions sur la pêche.
Les pays développés devraient s'appliquer les règles qu'ils préconisent pour les autres
Le compromis sur l'importation des génériques dans les PED reste toujours à trou-

VOUS POUVEZ OBTENIR COPIES DES ARTICLES QUI VOUS INTÉRESSENT DANS LES SOMMAIRES EN VOUS ADRESSANT À VOTRE GROUPE LOCAL

et le financement du développement. Cinq ans après le lancement de la première initiative d'allégement de dette en faveur des pays pauvres très endettés, l'heure est au bilan.
Malgré les effets d'annonce spectaculaires, l'impact réel est trop modeste au regard des enjeux de lutte contre la pauvreté. En effet, les remboursements versés au titre de la dette par l'ensemble des pays bénéficiaires diminuent en moyenne seulement de 27% à l'issue de l'initiative et repartent rapidement à la hausse.
Les Institutions Financières Internationales (IFI) elles-mêmes admettent aujourd'hui que l'initiative ne permet pas de sortir les pays pauvres du surendettement. L'échec de cette initiative tient en grande partie à la logique purement financière de la soutenabilité de la dette retenue par les Institutions financières internationales.
Seule une approche à partir des besoins de financement permettra de trouver le niveau « soutenable » de la dette. C'est pourquoi la plate-forme souhaite que les pays riches procèdent à l'annulation des créances détenues par la Banque mondiale et le FMI sur les pays les plus pauvres
Le Burkina Faso n'atteindra un niveau « soutenable » de dette qu'en 2016, admet la Banque mondiale
Comment un pays peut-il se retrouver à payer plus après un allégement de dette qu'avant ? C'est ce qui ressort du rapport de la plate-forme. En effet, une partie importante des annulations de dette correspond à des dettes qui ne peuvent pas être remboursées. Leur annulation ressemble alors beaucoup à un simple jeu d'écriture. Cependant, la Banque mondiale, forte des « allégements » fournis, exige un meilleur remboursement des dettes restantes et exige ainsi de pays comme le Mali, le Niger, la Sierra Leone ou encore la Zambie des remboursements plus importants que ceux d'avant les allégements de dette !
Autre sujet de préoccupation : les pays exclus de ces allégements. Le Nigeria, qui s'est vu interdire le bénéfice des allégements dette, est aujourd'hui en cessation de paiement. Alors que le pays remplit les critères de pauvreté et d'endettement pour obtenir les allégements, le FMI, la Banque mondiale et le Club de Paris refusent d'aller au delà d'un simple étalement de la dette.
Les leçons de la crise argentine ou comment la dette étrangle les pays d'Amérique latine
Le chaos financier qui gagne l'Amérique latine illustre de manière dramatique la crise de la dette que subissent ces pays depuis des années. La dette extérieure régionale est passée de 450 à 750 milliards de dollars entre 1991 et 1999. Cette dette est un obstacle majeur au développement et est porteuse d'instabilité dont on voit aujourd'hui les conséquences désastreuses.
Depuis décembre 2000, l'Argentine est en virtuelle cessation de paiement. "Elève modèle" de la libéralisation imposée par le FMI, son effondrement est un échec majeur pour l'institution. Les sommes consacrées au remboursement de la dette augmentent de manière vertigineuse : elles comptent pour 23% du budget en 2001 contre 10% en 1997. La population a ainsi subi une perte de pouvoir d'achat de près de 50% en 5 ans.
L'impasse dans laquelle se trouvent les pays d'Amérique Latine, et en premier lieu l'Argentine, témoigne de la nécessité impérieuse de trouver une réponse durable à la question de la dette.
De l'aveu même d'Anne Krueger, numéro deux du FMI : "si un mécanisme de restructuration de la dette souveraine avait existé, la bombe à retardement que représentait la dette argentine aurait peut-être pu être désamorcée". Fallait-il en arriver là pour que les institutions financières internationales et les pays riches acceptent de se pencher sur cette question ?
Le FMI étudie actuellement un nouveau mécanisme qui, tout en étant nécessaire, est pourtant loin d'être satisfaisant. Au centre des critiques, le rôle de juge et partie du FMI. En effet, alors qu'il est lui-même créancier, le FMI se positionne une nouvelle fois comme celui qui va définir la soutenabilité de la dette et les mesures d'ajustement exigées, tout en essayant de ne pas participer aux annulations de dette qui seront nécessaires !
Le rétablissement de la situation en Argentine et la prévention des crises nécessitent une transformation profonde des recommandations imposées par l'institution en terme de libéralisation financière, d'ajustement structurel et de gestion de la dette. Des débats sont en cours et les outils existent. La responsabilité du FMI est aujourd'hui directement engagée.

Contact pour cet article. Secrétariat et coordination : CCFD - Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement 4 rue Jean Lantier, 75001 PARIS - Tél: 01 44 82 81 53 - Fax : 01.44.82.81.45 E-mail : dette@ccfd.asso.fr Site internet : www.dette2000.org

ver .
Accord commercial préférentiel en préparation entre le Mercosur et d'autres zones régionales .
Les USA n'ont pas l'intention de combattre les subventions agricoles à l'OMC .
Les organisations rurales boliviennes demandent à leur gouvernement de se retirer du Groupe de Cairns .
Protestations des Fermiers concernant les méthodes de recherche agricole .
Les pays de l'APEC, soutenus par les USA, appellent à la fin des subventions agricoles .
La morue de l'Atlantique Nord menacée d'extinction .
La Zambie rejette les importations d'OGM .
La Thaïlande signe un accord commercial bilatéral avec les USA .
Le Canada rompt ses engagements à l'égard de la Convention de Bâle .
La Mini Conférence Ministérielle se choisit un lieu de réunion plus sûr .
Les parlementaires européens demandent à la Commission de consulter le Parlement